



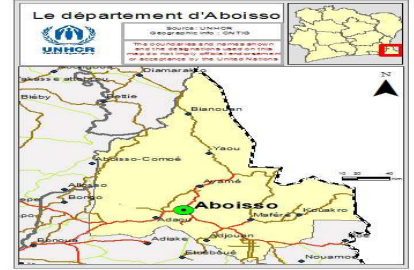
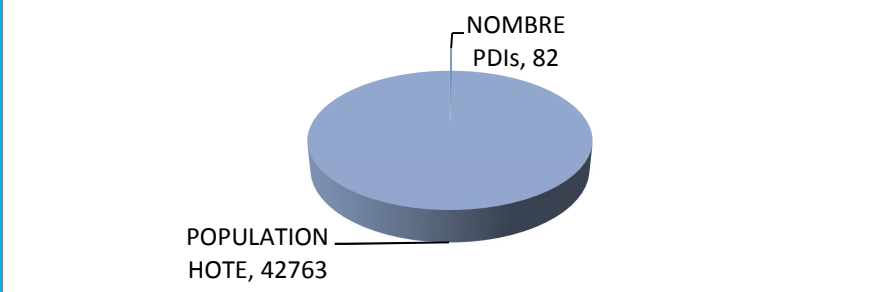
Localités visitées : Amoakro, Ayamé, Assouba, Ayebo, N'zikro, Babadoukou, Kakoukro-Limite, Bakro

Situation générale

Au cours de ce mois de mars 2014, la situation sécuritaire s'est de façon générale, améliorée dans la quasi-totalité des localités visitées. Cependant, quelques cas de vols simples de produits agricoles dans les plantations (taxes de fond d'hévéa, manioc, régimes de graine de palme.. etc.) ont été rapportés. Par ailleurs des problèmes fonciers qui pourraient avoir une incidence sur la cohésion sociale dans la zone ont été relevés.

Statistiques: (populations localités visitées au cours de ce mois)

Carte d'Aboisso



Situation sécuritaire

Selon les témoignages des populations et des Commandants de Brigade d'Ayamé, d'Aboisso et du Commissaire de Police d'Aboisso, la situation sécuritaire dans les localités visitées n'est plus préoccupante et s'améliore davantage. Cette baisse d'insécurité s'explique par la multiplicité des patrouilles mixtes de la Police et de la Gendarmerie. Ainsi, au niveau de la chefferie de la quasi-totalité des localités visitées, contrairement aux mois de janvier et février 2014 où en moyenne trois (03) cas de vols étaient rapportés par semaine, au cours de ce mois de mars, seul un cas de vol par semaine est signalé. En outre, la moyenne des cas déferés est de 02/semaine contre 04/semaine le mois passé. En plus les plaintes ont considérablement baissées, pour ce mois de mars 2014, en moyenne une douzaine de plaintes ont été enregistrées contre une vingtaine le mois passé. Les principales infractions sont les vols simples des produits des plantations commis par des personnes non identifiées en complicités avec des manœuvres, des abus de confiances et des escroqueries.

Faits saillants

- Le 18 mars 2014 affrontement sanglant entre le village d'Aby et Abiaty sur un problème de limite de baie de pêche.
- Une vingtaine de blessés graves, des maisons saccagées et incendiées dont le domicile et le bureau du Directeur de l'école primaire publique d'Elena ont été enregistrés.

Problèmes de protection

- Insécurité** : vols de moto, de bétails et récurrence des vols de récoltes dans les plantations.
- **Documentation** : le problème demeure encore préoccupant tant du côté des élèves scolarisés, que des enfants en âge d'aller à l'école. Selon des inspecteurs de l'Enseignement Primaire, à Maféré il y a 1502 élèves sans extraits de naissance, à l'IEP d'Adiaké commune il y en a 736 et à l'IEP de Tiapoum 157.
- **Protection des enfants** : un cas d'attentat à la pudeur commis avec violence sur mineure a été rapporté. L'auteur a été condamné à 10 ans d'emprisonnement ferme et 100.000 FCFA d'amande.
- Cohésion sociale** : Au cours de ce mois, les conflits fonciers liés aux problèmes de terres et au non-respect des délimitations des baies sur la lagune ABY entre villages voisins se sont accentués. Ceux-ci pourraient davantage fragiliser la cohésion entre autochtones dans la région du sud-Comoé si aucune solution n'est trouvée.
- **Etat de droit**: Malgré la décision du gouvernement de lever les barrages tenus par certaines forces de sécurité, depuis le mois de février 2014, des éléments se réclamant des FRCI tiendraient encore des check point à l'entrée et à la sortie. Des villages de N'zikro, Assouba et Ayamé.

Besoins exprimés

- Besoin de renforcement des activités de cohésion sociale
- Besoin d'activités génératrices de revenu pour faciliter l'intégration de PDIs et la réintégration des rapatriés.
- Besoin de renforcer la sécurité surtout au niveau des campagnes pour mettre fin aux braquages des motos.
- Besoin en documents administratifs (extraits de naissances, Cartes Nationales d'Identités(CNI), cartes consulaires, Certificat de nationalité).
- Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'électricité et régler le problème de limite de baie sur la lagune Aby.
- Besoin de sensibiliser les populations sur les risques d'apatridie.

Présence de l'administration et des services sociaux de bases

- Forces de sécurité (Police et gendarmerie) présentes et fonctionnelles mais sous-équipées en matériel roulant.
- Les différentes sous-préfectures sont fonctionnelle mais manque d'équipement.

Solutions durables et Actions menées

- Présence de l'UNHCR à travers le monitoring de protection
- Mise en œuvre par l'UNHCR à travers ASAPSU de 4 projets d'appui à des groupements de femme à Aboisso ville et dans le village d' Akakro.